

# Comment expliquer les inégalités de développement entre sociétés humaines ?

Le Cercle de coopération des ONG de développement a invité M. Guy Bajoit, sociologue du développement, à donner ses explications sur les différents modèles du développement<sup>1</sup> lors d'une conférence publique qui a eu lieu le 7 juin 2011.

Devoir constater des inégalités énormes entre des pays et sociétés n'est pas nouveau. Une analyse plus profonde des causes (et des solutions possibles) du sous-développement avec la mise en place d'une coopération au développement n'a cependant vu le jour que juste après la Deuxième Guerre mondiale.

Deux puissances dominaient alors le monde : les États-Unis et l'Union soviétique. Le modèle colonial prit fin, et de nombreuses « nouvelles nations » se trouvèrent en construction. Avec cette décolonisation, un nouvel ordre politique et économique international s'est mis en place. Les deux grandes puissances avaient besoin de justifier leur idéologie – et leur rivalité – dans le « troisième monde ». Une de ces justifications fut – et reste – le développement, que ce soit par la voie capitaliste ou par la voie socialiste.

## Les deux modèles de développement de l'après-guerre : modernisation et révolution

Le modèle de développement que les pays de l'Ouest ont préconisé était une copie de leur propre modèle de développement : il fallait moderniser l'État, l'agriculture, l'industrie et surtout les mentalités. Les raisons du sous-développement étaient considérées

être culturelles. Les traditions anciennes, la culture et les modes de vie étaient un frein au développement et devaient être dépassés. L'élément essentiel pour arriver à un changement de mentalités était l'éducation. L'acteur principal était un État fort qui devait organiser et mener cette modernisation. L'aide au développement consistait dans l'assistance technique pour les États du Sud à réaliser cette tâche.

Un deuxième modèle de développement, celui adopté par les pays socialistes, considérait que des pays et sociétés sont sous-développés parce que l'impérialisme les empêcherait de se développer. Cet impérialisme aurait comme objectif le pillage systématique des richesses des anciennes colonies. Le développement passait inévitablement d'abord par la libération nationale contre l'impérialisme et la libération sociale contre les classes dominantes, les élites locales. Une fois le pouvoir pris (par voie démocratique ou par voie militaire), le modèle de développement devenait similaire au premier et préconisait une modernisation systématique, dirigée par l'État. Mais cette fois-ci, la modernisation n'avait pas comme but la consolidation d'une bourgeoisie nationale, mais le contrôle étroit et planifié de la production et de l'usage des richesses, en vue de l'instauration d'une véritable indépendance nationale qui garantirait la justice sociale. L'aide au développement pour ce modèle se faisait essentiellement sous la forme d'aide militaire afin de prendre le pouvoir et, dans un deuxième moment, sous forme d'assistance technique afin de moderniser le pays.

Christine Dahm

---

Christine Dahm est secrétaire générale du Cercle de coopération des ONG de développement (christine.dahm@cercle.lu).



© Kyra Fischbach

### 1975-1985 : émergence du modèle néolibéral et social-démocrate

À partir des années 1970, ces deux modèles perdirent peu à peu leur crédibilité et de nouvelles idées émergèrent. Dans le Sud, les tentatives aussi bien nationalistes que socialistes n'avaient pas donné de résultats durables ou convaincants : échecs économiques des réformes agraires et de l'industrialisation par substitution des importations, incompétence des appareils d'État, difficultés de construction des nations nouvelles, résistances des oligarchies, instabilité politique et corruption des gouvernants, augmentation de la pauvreté dans le monde rural comme dans le monde urbain...

Vingt ans plus tard, la tâche de développer se révélait beaucoup plus complexe que ce que l'on avait imaginé avec enthousiasme au moment des indépendances. Au Nord, la décennie de 1975-1985 changea radicalement les perspectives d'avenir : une grave crise économique se produisit et provoqua une inquiétante augmentation des taux de chômage et de l'exclusion sociale dans les nations capitalistes, ainsi que l'effondrement total des économies des pays communistes.

Principal responsable de l'échec du développement par la modernisation étaient les États, considérés comme corrompus et inflexibles, bureaucratiques et paresseux. Il fallait alors dégraisser l'État et ses entreprises déficitaires et inefficaces. Le modèle de développement, dominant jusqu'à aujourd'hui, devient alors celui de la compétition. Le libre marché et la concurrence entre les acteurs auraient pour effet d'éliminer les mauvais gestionnaires et de récompenser les bons ; le coût serait moindre et la qualité meilleure. La solution était donc de privatiser tout

ce qui pouvait l'être, de rationaliser l'État, de participer activement aux échanges mondialisés et de signer des traités de libre commerce. Les élites innovatrices locales, guidées par les grandes organisations internationales (FMI, BM, OMC, OCDE, G8...) deviennent les principaux acteurs du développement qui pilotent ce processus. L'État ne joue qu'un rôle secondaire, bien qu'il reste très important, puisque, par sa législation, il doit créer une atmosphère propice au développement économique. Les ONG du point de vue de ce modèle aident (par exemple avec des crédits) pour que les femmes, les paysans ou les artisans deviennent plus compétitifs, puissent faire du commerce et s'adapter aux besoins du marché.

Après une ou deux décennies, le modèle néolibéral reste dominant, mais il a révélé les limites à promouvoir le développement dans la plupart des pays du Sud. Des courants alternatifs ont alors surgi et se sont renforcés. Un de ces courants s'inspire de l'ancien modèle social-démocrate et mise sur le rôle central de la démocratie.

Par sa logique interne, le modèle de la compétition impliquait que l'on cesse de se préoccuper de l'intérêt général ; c'est pourquoi il produisit des inégalités et, dans la majorité des cas, du chômage et de l'exclusion. Le véritable développement – celui qui ne se limite pas à la seule croissance économique – a toujours été lié à la démocratie. La démocratie, en reconnaissant les mouvements sociaux et les forces politiques d'opposition, contraint les dirigeants de l'État à redistribuer les bénéfices de la croissance économique et à les traduire en une amélioration réelle des conditions de vie de toute la population. La démocratie les oblige à se préoccuper de l'intérêt général. Cependant, la démocratie n'est pas uniquement politique : elle est aussi sociale. Les multiples groupes

sociaux qui composent la société – les travailleurs des campagnes et des villes, les classes moyennes, les femmes, les groupes ethniques, les jeunes, les habitants de quartiers pauvres, etc. – créent des organisations qui les représentent, qui négocient leurs droits et qui proposent à l'État des solutions aux problèmes de la collectivité.

### Six leçons à retenir

Si les modèles présentés ci-dessus ont été plutôt inefficaces ne serait-ce pas parce que les acteurs du développement ont le plus souvent simplifié le problème ? Il est temps de prendre de la distance par rapport à tous ces modèles. Il est temps de reconnaître l'immense complexité de cette question. Le processus de développement consiste à gérer des contradictions.

La première contradiction est qu'il n'y a pas de développement durable d'une collectivité humaine – locale, nationale, régionale – sans croissance de ses échanges économiques, politiques, culturels, démographiques, avec les autres. Il faut donc savoir à la fois participer aux échanges, s'ouvrir sur le monde et, cependant, ne pas perdre le bénéfice des richesses que la nature – que le hasard ! – a placées à l'intérieur des frontières.

La deuxième contradiction est qu'il n'y a pas de développement durable sans croissance de la richesse matérielle produite. Cependant, cette croissance doit être répartie équitablement et, c'est bien connu, ceux qui contrôlent les moyens de faire croître la richesse ne sont généralement pas enclins à la partager...

La troisième contradiction est qu'il n'y a pas de développement sans innovation technologique, sans une participation active au progrès des connaissances, permettant d'assurer la croissance, mais aussi de soulager la souffrance et le travail des humains. Toutefois, ce développement n'est pas durable s'il perturbe les équilibres écologiques et s'il épuise les ressources non renouvelables de notre planète.

Mais le développement n'est pas seulement un processus économique et technique. C'est aussi une tâche politique qui a besoin d'être guidée, mise en œuvre par un gouvernement fort et uni. Cependant, un tel pouvoir – comme l'histoire l'a abondamment prouvé –, finit toujours par se transformer en oligarchie et par se corrompre, s'il n'est pas soigneusement surveillé par les citoyens, grâce à des institutions démocratiques.

Le développement n'est pas possible si la collectivité est constamment perturbée par des actions violentes. C'est pourquoi il importe tellement d'instituer un

contrat social acceptable, en favorisant la constitution de groupes de pression, syndicats de travailleurs ou de métiers, mouvements sociaux, qui représentent et négocient les intérêts de leurs membres et qui institutionnalisent ainsi les conflits entre ceux-ci et l'État. Mais ce contrat social exclut le plus souvent plusieurs catégories d'individus incapables de se constituer en acteurs collectifs : les pauvres, les précaires ou les minorités de toutes sortes.

Et finalement, le développement implique un engagement, une mobilisation de la plus grande partie possible de la collectivité dans un projet de société qui soit crédible. Mais ceux qui proposent ce projet, parfois convaincus jusqu'au fanatisme, ont aussi souvent tendance à l'imposer et à réprimer les groupes qui s'inspirent d'un projet social et culturel différent.

### Où se situent les ONG luxembourgeoises ?

Face à toutes ces réflexions sur les modèles de développement et les choix à faire, les ONG se posent de nombreuses questions : Quel est leur rôle dans le développement ? Comment s'assurer que leur action ait un impact positif sur le développement ?

Si l'on analyse les activités des ONG luxembourgeoises en fonction des différents modèles présentés ci-dessus, on les retrouvera un peu dans tous les modèles. Il y a des projets de modernisation de l'agriculture ou de la santé, de l'assistance technique pour mieux produire ou plus... Il y a des projets d'éducation pour changer les mentalités, des projets d'éducation pour lutter, pour défendre les droits, des projets syndicaux ouvriers ou paysans, des mouvements d'habitants de quartiers pauvres, des projets d'organisations économiques populaires... Il y a aussi des projets avec une approche économique : des micro-crédits pour démarrer des commerces, pour s'adapter aux besoins du marché. Et il y a bien sûr des actions de solidarité internationale, de conscientisation, de sensibilisation chez nous.

Les ONG luxembourgeoises réfléchissent sur leurs actions et leur rôle dans le cadre d'une consultation sur l'efficacité du développement. Cette consultation est organisée par le Cercle de coopération et des premiers résultats seront présentés lors des Assises de la coopération en septembre 2011. ♦

Pour plus d'informations : [www.cercle.lu](http://www.cercle.lu)

1 *Sur le développement* par Guy Bajoit, publié par Iteco ([www.iteco.be/-Sur-le-developpement-](http://www.iteco.be/-Sur-le-developpement-))

---

**Par sa logique interne, le modèle de la compétition impliquait que l'on cesse de se préoccuper de l'intérêt général ; c'est pourquoi il produit des inégalités et, dans la majorité des cas, du chômage et de l'exclusion.**

---